

L'impact de la crise liée au COVID-19 sur les habitant.e.s des quartiers prioritaires de la Politique de la ville

Regard des directeur.trice.s des CRPV

Si la crise du coronavirus et les mesures de confinement nécessaires mises en place par le gouvernement à partir du 16 mars 2020 bouleversent la vie de l'ensemble des Français, elles sont un nouveau révélateur des inégalités sociales et économiques qui marquent les territoires prioritaires de la Politique de la ville.

En effet, les habitant.e.s des "QPV" :

- sont confronté.e.s à des difficultés réelles et spécifiques en matière de logement - sur-occupation, insalubrité - complexifiant le confinement ;
- relèvent de configuration familiale amplifiant les risques psychologiques du confinement (familles monoparentales, familles issues de migration récente...);
- connaissent des problématiques déjà avérées du fait de la dématérialisation (accès et usage du numérique) et amplifiées du fait de la fermeture des accueils physiques ainsi que des dispositions prises pour la continuité éducative ;
- sont en proie à des problématiques de santé plus importantes notamment en matière de diabète, d'obésité voire, dans certains cas, de dépendances addictives rendant l'exposition au coronavirus plus risquée (comorbidité) ;
- sont pour partie, employés.e.s dans des métiers, peu qualifiés et en proximité avec d'autres personnes (métiers du care, entretien, médiation) qui les exposent.

La présente note, - qui sera étayée de manière régulière -, vise à éclairer la réflexion locale et nationale quant à l'épidémie et son impact sur les habitant.e.s des quartiers prioritaires ainsi que sur le fonctionnement des écosystèmes d'acteurs locaux. Articulée par thématique, - quand bien même les sujets sont entremêlés -, elle s'attache à mettre en évidence les enjeux tant immédiats (urgence) que prospectifs afin d'envisager la sortie de crise alors que ses conséquences restent pour l'heure complexes à appréhender.

➤ Un risque accru eu égard aux conditions de vie des habitant.e.s des QPV

La santé des habitant.e.s des quartiers prioritaires est de manière significative moins bonne que celle des populations des autres territoires avec notamment une **surreprésentation de l'obésité et du diabète** considérés comme des facteurs de comorbidité aggravant du COVID-19. De surcroît, une part significative **des habitant.e.s est surexposée au virus** puisque de nombreux ambulancier.ière.s, aide-soignant.e.s, salarié.es de la distribution, agents d'entretiens des hôpitaux... résident dans ces quartiers et contribuent à lutter contre l'épidémie. Dès à présent, **une surmortalité est constatée** dans le département de la Seine-Saint-Denis.

Les premières semaines du confinement ont fait apparaître de nouvelles problématiques autour de **l'accès à l'alimentation** pour assurer la continuité de l'aide alimentaire et faire face à l'arrivée de **nouveaux besoins** dus à la perte de revenus dans les ménages.

Enfin, les **fragilités psychiques** sont également importantes au sein de ces territoires et peuvent être **amplifiées** par le confinement du fait de la perte de liens sociaux structurants, de la promiscuité des logements, du climat anxiogène, voire de la difficulté à faire le deuil de membres de la famille, d'amis, de voisins. Ces différents constats ne doivent pas empêcher l'observation des initiatives qui se développent, autour de l'aide alimentaire par exemple, mais appellent à prendre la mesure des bouleversements engendrés et des défis, renouvelés ou nouveaux, qui vont se poser à la sortie du confinement. Cette dernière ne devant pas être considérée comme la fin de la crise.

- Enjeu(x) immédiat(s) -

A court terme, quel impact sur la santé physique et psychique des habitant.e.s ? Et quelle reconnaissance des apports des travailleurs de ces quartiers tant en terme d'utilité sociale que sur le plan des métiers (revalorisation des métiers) ?

- Enjeu(x) à la sortie du confinement -

A moyen et long termes, comment développer les gouvernances/ coordinations locales en matière d'alimentation, d'accès aux droits et de violence intrafamiliales... et les solutions dans les territoires afin de faire face aux besoins "réguliers" et aux périodes de crise.



Quelle continuité éducative ?

Avec la mise en place du confinement, l'Éducation nationale a poursuivi son action en accueillant les enfants des personnels soignant et, de manière massive, en proposant des modalités de travail scolaire à la maison de manière dématérialisée.

Dès les premiers jours, il s'est avéré **complexe de maintenir le lien avec tous les élèves** mettant en avant, d'une part, l'importance de la relation pédagogique directe et, d'autre part, la difficulté pour les familles de prendre le relais pour différentes raisons souvent cumulatives : nonaccès à internet, débit insuffisant, absence de matériel adapté, situations d'illettrisme, difficultés à assurer un accompagnement pédagogique... Les enjeux éducatifs ne se résument pas, par ailleurs, à la dimension scolaire mais à l'ensemble des questions éducatives : parentalité, prévention, protection de l'enfance... avec **l'impossibilité de concilier continuité et risques sanitaires**. La prévention spécialisée, les intervenant.e.s des programmes de réussite éducative travaillent en majorité à distance mais **une recrudescence du décrochage scolaire est à craindre et à anticiper** d'autant que chaque zone va connaître, à tour de rôle, une période de vacances scolaires. Autre effet du confinement et de l'amoindrissement des liens avec les institutions et associations locales, la **montée en puissance de l'impact des "fakenews"** qui ne sont plus régulées par l'environnement.

- Enjeu(x) immédiat(s) -

Quelles capacités à maintenir un contact avec les familles, plus encore durant les vacances scolaires ? Comment conserver du lien entre les acteurs locaux ?

- Enjeu(x) à la sortie du confinement -

En prévision de la sortie du confinement, comment développer des stratégies collectives pour donner et accueillir la parole des familles, des enfants et des jeunes ? Quelle anticipation des problématiques qui vont voir le jour ?

Comment réajuster les projets éducatifs dans les territoires : PRE, projets des cités éducatives, PEDT... pour répondre aux nouveaux enjeux ?



Anticiper les conséquences sur l'emploi

Il est pour l'heure difficile d'envisager l'ampleur de l'impact de l'épidémie sur l'emploi de manière globale et pour les habitant.e.s des quartiers d'autant qu'une part de la population de ces territoires est toujours en activité, voire en suractivité (santé, commerce alimentaire, livraisons...) tout en étant exposée au virus.

Le chômage partiel, tout comme dans certains cas la réduction des revenus liés à l'économie informelle (trafic mais aussi travail au noir), viennent **fragiliser les ménages** qui peuvent déjà connaître de réelles difficultés pour faire face aux besoins du quotidien. Il semble également assez évident que **les petites entreprises** (services à la personne, traiteurs...) et certaines **structures d'insertion par l'activité économique** (ressourceries, foodlab, conciergerie...) risquent d'être **mises à mal**.

- Enjeu(x) immédiat(s) -

Comment soutenir les SIAE et les créateurs d'entreprises afin de permettre un rebond une fois le confinement passé ? Et comment assurer des revenus minimums permettant de payer les loyers et répondre aux besoins fondamentaux ?

- Enjeu(x) à la sortie du confinement -

Comment anticiper le choc économique et assurer une reprise bénéficiant aux habitant.e.s des quartiers prioritaires ? Comment intégrer dès à présent dans les mesures de relance de l'économie des réflexions systémiques visant à limiter les effets collatéraux sur les populations déjà fragilisées ?



Une capacité d'observation et d'analyse amoindrie mais néanmoins présente

La capacité à voir, entendre et porter ce qui se joue actuellement dans les quartiers est amoindrie. Des réseaux de professionnels et d'élus témoignent d'un **certain isolement** et d'une **forme d'impuissance** avec une capacité à observer et comprendre limitée, une grande partie des acteurs sociaux étant confinée (lien social, protection de l'enfance, services sociaux). Pour autant **les remontées existent** et **des initiatives se prennent** témoignant de la **capacité de mobilisation des réseaux de la Politique de la ville**. Elles sont le fait tantôt de conseillers citoyens, de bailleurs via les gardiens, de la prévention spécialisée, de la médiation et des polices municipales... mais aussi des habitant.e.s. Il reste pour autant difficile de juger avec précision des besoins sociaux et des problématiques sourdes qui vont émerger au sortir de la période de confinement touchant des questions de violences intrafamiliales, zones de non droit, de traumatisme, de déstructurations familiales...

- Enjeu(x) immédiat(s) -

Comment faire réseau et partager avec les acteurs de proximité ? Comment mobiliser l'ensemble de ces acteurs, les bailleurs notamment ? Comment renforcer les échanges entre la Police/ Gendarmerie et les acteurs locaux ?

- Enjeu(x) à la sortie du confinement -

Comment recréer un "contrat de confiance" avec l'ensemble des acteurs institutionnels et de proximité ? Comment retravailler le « lien social » ?



Des porteurs de projets à soutenir

Les porteurs de projets sont fragilisés par la crise actuelle avec l'incapacité à porter les actions prévues dans le cadre des appels à projet. Des mesures ont d'ores et déjà été prises pour les soulager avec le chômage partiel notamment tandis que d'autres préoccupations persistent autour du versement des financements des différents partenaires.

Concernant les projets financés dans le cadre du BOP 147 (appel à projet annuel, financements TFPB, fonds cités éducatives...), il semble évident qu'ils ne pourront être menés comme initialement prévu alors qu'il est difficile d'agir et qu'il va falloir faire face à de besoins susceptibles d'évoluer drastiquement. Pour autant **les financements adossés sont vitaux pour de nombreux acteurs associatifs dont l'action sera essentielle au sortir de la crise**. Traduire en termes techniques et administratifs la bienveillance légitime vers les porteurs de projet reste un exercice complexe pouvant prendre des formes diverses : adaptation des projets à la période de crise comme c'est parfois le cas ? report sur l'année suivante ? analyse compréhensive des bilans ? Plus que jamais il s'agira de **soutenir des porteurs de projet** (travaillant dans la proximité et le lien social) **pour ce qu'ils sont et pas seulement pour ce qu'ils font !**

- Enjeu(x) immédiat(s) -

Comment faciliter la mise en paiement des porteurs de projet ?

- Enjeu(x) à la sortie du confinement -

Comment favoriser la pérennité des acteurs, plus que des actions ? Quel espace de dialogue pour fixer des priorités ajustées ?



Anticiper, soutenir la capacité à agir avec agilité

Il est difficile de prendre la mesure de l'ensemble des impacts de la crise sanitaire mais aussi sociale du Covid-19 d'autant que ses effets sur l'économie sont encore à venir. Dans l'immédiat, l'urgence est à la réponse aux situations sociales et à la préservation du lien avec les habitant.e.s et entre acteurs des quartiers. Au-delà, **anticiper la sortie du confinement et les effets économiques, sociaux et sociétaux de la crise s'impose** avec en fil rouge l'importance de **soutenir la capacité d'agir des acteurs de la Politique de la ville** (services de l'Etat, collectivités, associations, habitant.e.s) qui vont devoir faire face à des défis nouveaux et des problématiques vraisemblablement accentuées.

Peut-on reprendre la vie, l'action « comme avant » ? Cela semble difficile, voire impossible mais c'est peut-être l'occasion de **regarder autrement ces territoires**, leurs réalités en terme de fragilités mais aussi de solidarités. Les enjeux à relever sont la **re-mobilisation collective**, la **re-priorisation** et donc **l'ajustement des moyens** relevant des contractualisations, programmes et dispositifs relevant de la Politique de la ville.